Mélenchon, de la Gauche au Peuple [2/2]

Alexis Gales
11 mars 2015

Article inédit pour le site de *Ballast*
SECONDE PARTIE

Nous ne parlerons pas d'actualité. Nous ne parlerons pas de ses piques, bons mots et polémiques. Nous ne parlerons de scrutins ni d'alliances. En un mot comme en mille, tout a déjà été dit, ailleurs et partout, sur ces sujets. Jean-Luc Mélenchon est l'une des voix les plus connues, parce que médiatique, du socialisme critique contemporain : le personnage, comme le projet politique qu'il porte, ne fait naturellement pas l'unanimité dans la grande et cacophonique famille anticapitaliste — trop autoritaire et institutionnel pour les libertaires, trop social-démocrate pour les communistes radicaux, trop républicain pour les trotskystes... L'intéressé a pourtant déclaré un jour : « Nous sommes tous des socialistes, des communistes, des écologistes, des trotskystes et même des libertaires à notre manière ! Nous sommes tout cela et nous sommes passionnément républicains ! Bref, nous sommes de gauche, en général et en particulier. Nous prenons tout et nous répondons de tout. *» C'était en 2008. Or, depuis quelques mois, Mélenchon amorce un virage politique que l'on ne peut ignorer : le système, explique-t-il, ne redoute pas la gauche (qu'il peut à sa guise récupérer) mais le peuple. Dépassionner l'homme public pour rendre intelligible le cheminement de cette évolution : telle est l'ambition de cet article en deux parties.*



Être de culture et ordre globalitaire

Cette stratégie contre-hégémonique prend sens dans une critique globale d'un économisme qui consiste à ne lire la société qu'en fonction des rapports de force dans le monde productif. Dès l'origine, le marxisme porte en lui un axiome intenable : la primauté des conditions de production sur les structures mentales de représentation du réel. Après la linéarité des processus historiques, Mélenchon attaque un autre pilier d'une lecture matérialiste de l'histoire : l'opposition entre infrastructure et superstructure. Le bannissement *ad vitam aeternam* des représentations dans l'insignifiance constitutive de la superstructure biaise la compréhension des phénomènes sociaux contemporains. Par conséquent, Mélenchon fustige la mutilation méthodologique qui consiste à réaliser une « *découpe stricte entre infrastructure des rapports réels de production et superstructure intellectuelle, culturelle et artistique* » (débat suivant la projection du documentaire *Rêver le travail*). C'est la vision anthropologique même de l'Homme qui est tronquée puisque l'imbrication être de culture-être social se révèle inopérante dans le catéchisme marxiste. Au contraire, chez Mélenchon, « *les êtres humains sont d'abord des êtres de culture, en même temps et même avant que des êtres sociaux* » (*ibid*.). Les conséquences pratiques de ce renversement doivent être prises dans leur intégralité : « *On ne penche pas à gauche à la seule lecture de son bulletin de paie* » (*À la conquête du Chaos*). Il aime à rajouter qu'on ne fait pas des révolutions pour « *des différentiels d'inflation* » mais toujours pour « *des idées si abstraites que la dignité ou la liberté* ».

> ***« Chaque consommateur devient un rouage d'une mécanique globale d'asservissement où la marchandise nous enrôle à la fois dans un modèle culturel et dans un modèle social. »***

Sa démonstration semble limpide : pour qu'une société où un petit nombre se gave sur le dos d'un grand nombre fonctionne, il faut que le très grand nombre soit d'accord ou résiste mollement. C'est donc, pour Mélenchon, par une forme d'envoûtement que le système capitaliste se perpétue. Notre quotidien est régi par une structure implicite : « *Chaque être incorpore la logique du système productiviste par ses consommations* » (p. 132). Ainsi, une culture individualisante fondée sur la réalisation de soi par la consommation de biens et de services fait littéralement corps en chacun de nous. Chaque consommateur devient un rouage d'une mécanique globale d'asservissement où la marchandise nous enrôle à la fois dans un modèle culturel – consommer pour être – et dans un modèle social – « *le moins cher s'opère au prix du sang et des larmes : délocalisation, baisse des salaires, abandon des normes sanitaires et environnementales*… » (p. 133). Cet ordre est théorisé par Jean-Luc Mélenchon sous la dénomination *globalitaire* : il « *produit, selon la paraphrase du* Manifeste de Parti Communiste *que l'on doit à Miguel Amorós, à la fois l'insupportable et les hommes capables de le supporter* ».

L'ordre est premièrement *global*. Il est partout. À la fois culturel et économique, il s'appuie sur les secteurs de la production pour contaminer l'école, le service public, la vie familiale ou les relations amicales. De l'ordre de l'ineffable, Mélenchon guette ses apparitions sporadiques jusqu'à l'incorporation et le conditionnement. La spécificité de la globalité moderne, par rapport aux systèmes du passé, réside dans son unicité : il n'existe plus de monde extérieur concurrent. Contre-empire, contre-culture et contre-valeurs ont été happés par un mécanisme holiste produisant un monde sans bord où l'ailleurs se confond avec l'ici. Deuxièmement, il est *totalitaire* puisqu'« *il formate l'intimité de chacun* » (p. 131). L'ordre social le plus efficace n'est pas celui imposé de l'extérieur, mais celui qui s'incorpore dans l'être, celui qu'on s'approprie alors qu'il nous est dicté, celui qu'on s'impose à soi-même. L'ordre globalitaire s'immisce dans chaque interstice de l'existence. Le contrôle collectif se réalise par « *ses aspects non politiquement visibles* » : par le comportement d'autrui culturellement formaté par l'appareil culturel dominant, les médias.

Toutefois, Mélenchon reconnaît la responsabilité historique de sa famille politique : le système globalitaire n'a pu prospérer que sur les ruines de ce qu'il appelle la « *mémoire-savoir* ». Il analyse que la gauche moderne, sombrant dans la « *culture de*

l'instantanéité », a totalement désinvesti la production de cette mémoire collective des conflits sociaux – « *l'école du mouvement social* » – comme contrepoids à l'information marchande globalisée. En effet, la conséquence directe s'est manifestée dans l'abolition de la pensée critique, actualisée dans les luttes concrètes, qu'a historiquement portée le mouvement ouvrier. De surcroît, faire péricliter la mémoire légitime la stratégie de « *disqualification du passé* » à l'heure où il apparaît comme un refuge de valeurs morales et de traditions minimales opposables à la modernité globalitaire.



Extrait de l'affiche *Les nouveaux chiens de garde*

L'écosocialisme

Le tableau est quasiment complet. L'ultime étape correspond à la synthèse doctrinale de ses influences philosophiques successives. Deux synthèses majeures jalonnent le parcours intellectuel de Jean-Luc Mélenchon. La première, propre à l'histoire politique française, s'incarne dans la figure de Jean Jaurès et permet d'opérer une synthèse entre socialisme et République, entre marxisme et philosophie des Lumières, entre matérialisme et idéalisme : la République sociale. Cette inspiration jaurésienne se retrouve chez Mélenchon dans nombre de sujets, comme la question des institutions politiques du socialisme ou la recherche d'une imbrication des émancipations politiques, juridiques, économiques et sociales – la *dialectique des émancipations* du philosophe Henri Peña-Ruiz.

> ***« Comment allier la figure de l'Homme doué de raison des Lumières, dont l'existence est mue par la maîtrise de la nature, avec la défense de cette dernière ? »***

La seconde vint se greffer avec l'apparition d'un nouveau paradigme que le vieux

mouvement socialiste français a dû intégrer à son corpus initial, au risque de renier quelques-uns de ses fondamentaux. L'écologie – discours savant sur l'interaction des organismes vivants avec leur environnement – entra dans le débat public à force d'alertes de scientifiques et de catastrophes dites naturelles à répétition. Mélenchon reconnaît volontiers sa dette intellectuelle à l'égard des Verts. Comment allier la figure de l'Homme doué de raison des Lumières, dont l'existence est mue par la maîtrise de la nature, avec la défense de cette dernière ? Comment allier le développement illimité des forces productives et la société d'abondance que propose le communisme avec la finitude des ressources terrestres ? *Aggiornamento* de la pensée ou art de la synthèse conceptuelle, l'écosocialisme soumet une interpénétration des approches matérialistes, du socialisme, du communisme, de la philosophie des Lumières, de l'universalisme, du républicanisme et de la laïcité.

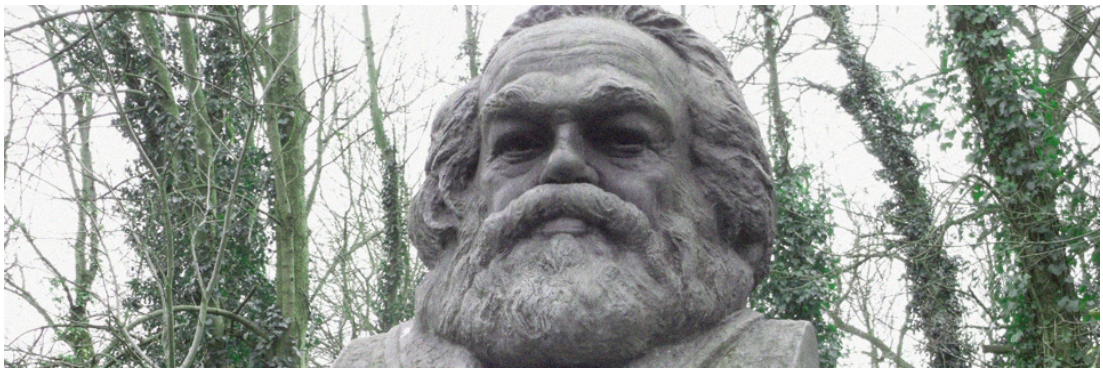
Histoire de la nature et histoire de l'Homme

Vacciné d'emblée contre la réification de la nature par certaines branches du mouvement écologiste grâce à sa formation marxiste, Mélenchon apposa le terme *politique* après celui d'écologie. Il ne s'agit pas de sauver une Nature essentialisée contre l'Homme, mais bien de sauver l'humanité contre les dégâts que l'activité humaine capitaliste fait subir à son écosystème. Sa posture n'est compréhensible qu'en re-contextualisant l'émergence du phénomène écologique – rapidement lié au nébuleux *développement durable* – dans une ambiance générale de neutralisation sémantique de l'écologie, notamment portée par Daniel Cohn-Bendit.

> ***« Critique sociale et critique écologique, loin de s'exclure mutuellement, se combinent. »***

Dans ce cadre de pensée, l'apport du marxisme permet de réactualiser la critique du capitalisme par le biais de l'écologie. L'analyse marxiste des contradictions inhérentes au capitalisme s'était jusque-là bornée aux crises économiques, sanitaires, guerrières ou culturelles, oubliant la crise des crises : celle qui remet en cause l'existence même de l'humanité en tant qu'espèce. Au même titre que le capitalisme concentre, du fait de sa dynamique d'accumulation illimitée, les moyens de production dans les mains d'un groupe toujours plus restreint de possédants et élargit ainsi la base des exploités qui retourneront leurs armes contre lui, sa ponction effrénée sur les ressources épuisables

de la planète sonnera le glas de « *sa cohérence et sa pérennité* » (*L'autre gauche*, Mélenchon). Jean-Luc Mélenchon se sert de l'arme dialectique pour inclure la nouveauté conceptuelle écologique dans la marche matérialiste de l'Histoire. Et, en effet, la dialectique de la nature fait partie intégrante du travail philosophique du jeune Marx, qu'on s'intéresse à *L'idéologie allemande* ou aux *Manuscrits de 1844* : « *L'Histoire des hommes et celle de la nature se conditionnent réciproquement* ». Bien que la transcription rétrospective d'une pensée à l'aune de sa contemporanéité représente certainement une limite à ne pas franchir – il ne s'agit évidemment pas d'affirmer que Marx théorisa inconsciemment le réchauffement climatique, le trou dans la couche d'ozone ou les énergies renouvelables –, la méthode matérialiste d'explication du monde part de la nature, c'est-à-dire « *du corps non-organique de l'homme* » (Marx), puisque la dépendance de l'Homme à la nature « *est préalable à la forme historique de société qu'elle peut prendre* » (*L'autre gauche*). De ce constat découle une hiérarchie bouleversée pour le mouvement socialiste : la critique sociale n'est plus exclusive puisque la lutte des classes est tributaire de la perpétuation « *des conditions de vie propice à l'espèce humaine* », de l'écosystème humain.



Karl Marx (DR)

Critique sociale et critique écologique, loin de s'exclure mutuellement, se combinent : « *La crise sociale doit être réglée d'après les exigences que met en scène la crise écologique* » (*ibid*.). D'où l'apostasie, pour la gauche radicale, quant à la nature productiviste du système. L'*aggiornamento* écosocialiste réfute désormais explicitement à la fois l'idée social-démocrate, qui consiste à remettre du charbon dans la machine capitaliste dans l'espoir qu'il en résulte des droits sociaux et une plus équitable répartition des richesses et communiste du développement illimité des forces productives.

De l'égalité devant la nature à l'égalité entre les Hommes

Le courant progressiste issu des Lumières porte cette contradiction dès l'origine : comment prouver rationnellement l'abstraction de l'égalité statutaire des individus entre eux ? Au fond, l'humanisme séculier est une croyance, au même titre que la supériorité raciale ou religieuse. Comme le mentionne souvent en galéjant Mélenchon, l'inégalité entre les Hommes sautent aux yeux à quiconque s'y arrête un instant : « *Il y a des grands, des petits, des femmes, des hommes, des gros, des jaunes, des noirs, des intelligents, des moins intelligents* ». Cette abstraction constitutive de la modernité a toujours fonctionné sous dimension performative : l'égalité formelle se réalisait en la déclarant. L'écologie politique a octroyé au mouvement de la modernité une nouvelle assise heuristique dans sa lutte séculière contre la réaction. En effet, le raisonnement tenu notamment par Jean-Luc Mélenchon se fonde sur l'universalité de la dépendance des êtres humains par rapport à leur écosystème : « *Il n'y a qu'un seul écosystème compatible avec la vie humaine* ».

> ***« L'écosystème humain, s'il est unique, est un bien commun de l'humanité que les intérêts privés ne peuvent accaparer. »***

La recherche scientifique informe sur l'équilibre métastable de l'environnement terrestre qui nous accueille. L'Homme en tant qu'espèce ne représente qu'un infime moment de l'histoire de la Terre ; des conditions particulières ont rendu possible son développement tant et si bien que le bouleversement stochastique de ces conditions initiales remet en cause la survie de l'espèce. Par conséquent, si l'on réduit, en toutes hypothèses, l'être humain à sa caractéristique première, on trouve sa dépendance vitale à son environnement. L'aporie conceptuelle et logique d'une humanité découplée de son corps inorganique valide donc le pressentiment des philosophes du XVIII^{e} siècle et des révolutionnaires français : les êtres humains sont semblables. Et l'écologie politique rajoute : du fait de leur dépendance mutuelle à l'unique écosystème rendant leur existence possible. De l'égalité des hommes face à la nature à l'égalité des Hommes entre eux, il n'y a qu'un pas, que Mélenchon franchit au service de la grande idée d'égalité.

Du bien commun universel à la République laïque

Mélenchon, et à travers lui sa famille politique, réactualise l'idée originelle du communisme grâce à l'écologie politique. L'écosystème humain, s'il est unique, est un bien commun de l'humanité que les intérêts privés ne peuvent accaparer. Ce glissement de l'interdépendance des Hommes envers leur capacité de produire leur moyen d'existence à l'interdépendance envers l'écosystème humain justifie la nécessité de socialiser ces biens communs. Par exemple, la bataille pour extraire l'exploitation des réserves aqueuses du giron marchand représente un cas concret de cette communalisation des biens universels. Ce ne sont donc pas les intérêts privés guidés par la main invisible du marché qui doivent assurer une allocation optimale des ressources naturelles de l'écosystème, comme le propose la *green economy* – paradigme suggérant de transformer la nature en un panier de biens échangeables sur un marché auquel s'adjoint un prix. De l'intuition communiste, l'écologie politique comme formulée par l'ex candidat à la présidentielle, aboutit au régime institutionnel précis où il n'est pas question « *de dire ce qui est pour moi mais ce qui est bon pour tous* » : la République. Puisque l'écosystème nous concerne tous, l'égide sous lequel doit se poser le débat est celui de l'intérêt général humain.

> ***« La dimension laïque et rationnelle de l'espace public est inextricablement liée à la question écologique. »***

Parallèlement, il convient de préciser que c'est par le débat argumenté et la démocratie que les citoyens atteindront l'intérêt général. Dans la vision que soumet le Parti de Gauche, l'écologie n'est pas l'apanage d'experts scientifiques opinant sur des bisbilles techniciennes. Au contraire, le mode d'organisation écologique de la production soumise à la règle verte (« *telle qu'on ne puisse prendre à la terre ce qu'elle est capable de renouveler en une année* »), en tant que décision humaine (donc de son caractère temporaire et modifiable), s'inscrit dans cette recherche constante de l'intérêt général. Toutefois, encore faut-il que l'espace public qui accueille ce débat soit « *débarrassé des vérités révélées* ». La dimension laïque et rationnelle de l'espace public est inextricablement liée à la question écologique.



Jean-Luc Mélenchon à Aguarico, où il a symboliquement plongé la main dans une mare de pétrole (DR)

De la gauche vers le peuple — Du peuple vers Jean-Luc Mélenchon ?

L'intellectuel Mélenchon a posé un diagnostic du monde qui l'entoure et de la configuration politique qui se dessine en Europe. En réponse, le stratège Mélenchon entame le virage tactique de rigueur. Une fois les influences historiques et intellectuelles démêlées, tout esprit qui porte un intérêt minimal pour le cours des événements ne peut se satisfaire d'un constat froid, d'un simple cheminement de pensée. La question sort souvent de la bouche d'un journaliste feignant son imminente délectation : pourquoi ne profitez-vous pas électoralement de la colère populaire ? Et malgré cela, elle est fondamentale. La balayer d'un revers de main pour ne pas entretenir le défaitisme ne vaut pas mieux que les réponses à l'emporte-pièce des éternels donneurs de leçons. Reformulons notre interrogation dans les termes d'un débat qui permette de donner quelques clés d'analyse plutôt que d'asséner une vérité. Pour quelles raisons le processus historique de la révolution citoyenne qui, dans ses spécificités nationales, s'est concrétisée en Amérique latine et semble dessiner un chemin – sinueux, diront certains – en Grèce et en Espagne, ne se répercute-t-il pas en France avec le Front de Gauche ?

En attendant le désastre social

> ***« Pour quelles raisons le processus historique de la révolution citoyenne ne se répercute-t-il pas en France avec le Front de Gauche ? »***

Le premier élément de réponse consiste à assumer l'explication gramscienne du rôle des *tranchées* entre crise économique et crise d'hégémonie du système politique. Si l'on compare la situation des bases matérielles en France – niveau de revenu, taux de pauvreté, précarité de l'emploi, taux de chômage etc. – avec celle que connaît les Espagnols ou les Grecs, la différence de degré n'est pas négligeable. Sans se lancer dans un fastidieux exercice comptable, quelques données mettent les idées au clair : 24 % de chômage en Espagne, 26 % en Grèce, 10 % en France ; suivant tous les indicateurs le taux de pauvreté en Grèce et Espagne est supérieur de 10 points à celui de la France. Une des interprétations possibles afin d'expliquer la dynamique pour l'instant non-majoritaire du Front de Gauche réside dans l'amortissement de la crise économique de 2008 par des tranchées redistributives comme les indemnités chômage, les prestations sociales et le maintien d'une dépense publique relativement élevée. En effet, les cures d'austérité grecques et espagnoles sont d'une autre échelle : hausse de plusieurs points de différentes taxes dont la TVA, baisse nette du salaire des fonctionnaires, privatisations brutales, diminution des allocations chômage, des prestations sociales et des pensions de retraite, flexibilisation du marché du travail, réduction drastique de l'investissement public et des dotations aux collectivités locales, etc.

Autrement dit, est survenue dans ces pays une explosion des bases matérielles qui produisaient le consensus incarné par la social-démocratie (centre-gauche) et la démocratie-chrétienne (centre-droit). L'altération des conditions d'existence, doublée du démantèlement de certaines tranchées, a entraîné une crise d'hégémonie politique (ou crise de régime) permettant une ré-articulation des latéralisations politiques. Pablo Iglesias de Podemos donne un exemple du lien entre bouleversement des bases matérielles et bifurcation de la manière de penser des gens. Il explique que l'explosion de la bulle immobilière, suivie des saisies par les banques des biens immobiliers, a retourné l'hégémonie juridique du droit inaliénable de propriété. S'est imposée progressivement comme supérieure l'idée d'un *droit au logement* décent pour tous, chose inimaginable, nous dit-il, dans le sens commun d'avant la crise.

> ***« L'explosion de la bulle immobilière suivie des saisies par les banques des biens immobiliers a retourné l'hégémonie juridique du droit inaliénable de propriété. »***

Jean-Luc Mélenchon, qui récuse la politique du pire[1], est conscient du moment charnière où se trouve la classe moyenne française qui « *se cramponne à des certitudes de pacotilles que le parti médiatique lui sert à grosse louche* », note de blog du 4 février 2015). Il sait que la clef de tout processus révolutionnaire efficace est le basculement de

ceux qui voient encore un intérêt à participer activement à la défense de ce système. Ce retournement semble s'être produit en Grèce et Espagne par un profond déclassement social.



Podemos, 2014 (© Pau Barrena/Bloomberg)

Occuper l'espace délaissé par la social-démocratie

La séquence politique des révolutions citoyennes d'Amérique latine, de l'ascension au pouvoir de Syriza et prochainement de Podemos, présente une similitude majeure : l'investissement par une force politique de l'espace laissée vide par la social-démocratie et la démocratie chrétienne. En effet, s'opère un recentrement idéologique et programmatique de ces deux anciennes familles politiques autour des préceptes néolibéraux. Cela conduit à la marginalisation puis la scission de leurs branches antilibérales : le républicanisme et le socialisme « à gauche » – type Jean-Pierre Chevènement et Jean-Luc Mélenchon en France –, l'autoritarisme et le souverainisme « à droite » – type Philippe de Villiers et Nicolas Dupont-Aignan. Ce que la vulgate médiatique caricature en extrémisme, radicalisme ou populisme, ne correspond en réalité qu'à la traduction contemporaine – penchant écologiste et féministe en plus – de la rhétorique du compromis avec le capitalisme : rôle d'intervention et de redistribution de l'État, pilote de la conjoncture par les instruments budgétaires et monétaires, défense des services publics, souveraineté populaire, justice sociale, redistribution des richesses en faveur du travail, relance par la demande, etc.

La spécificité française : le Front National

« La vague bleu marine ne se construit évidemment plus sur la vieille garde royaliste, nazie, pro-Algérie française ou le discours reaganien de son père. »

Dans chacune des configurations nationales évoquées plus haut, ce *no man's land* politique n'a fait l'objet que d'une relative concurrence de l'extrême gauche révolutionnaire et de groupes nationalistes. Si elle n'épuise pas la complexité des phénomènes en jeu, une approche de l'histoire politique de ces pays permet de comprendre l'absence d'une force contre-hégémonique concurrente, populiste de droite, sur le même espace vide qu'est le Front National en France. Les pays d'Amérique latine, l'Espagne et la Grèce partagent un trait historique commun : une phase de transition récente (moins de quarante ans) de régimes dictatoriaux à des démocraties formelles. Si la droite autoritaire et nationaliste a été dissoute et réduite au statut de groupuscules en Amérique latine, elle est inaudible dans l'Europe du Sud. D'abord, en Espagne, les franquistes sont incorporés dans le Parti Populaire et ne peuvent donc jouer la carte anti-système. Puis, en Grèce, la formation néo-nazie Aube Dorée ne porte aucune réflexion stratégique sur un hypothétique devenir majoritaire en se réfugiant derrière des symboles très clivants ; pour reprendre le débat sur les signifiants flottants, on peut difficilement faire signifiant plus fermé que la rhétorique et l'iconographie nazies... Ainsi, Syriza et Podemos n'ont pas de concurrents populistes sérieux contre qui batailler pour la constitution hégémonique du sujet politique « peuple » - l'unique ennemi à affronter est la caste.

À l'inverse, Jean-Luc Mélenchon et le Front de Gauche doivent manœuvrer avec un adversaire populiste de droite. L'implantation dans le paysage politique français du Front National depuis les années 1970 est une donnée majeure : ce n'est pas un mais deux discours qui tentent d'occuper ce même espace. En effet, il s'agit de nommer et d'analyser avec précision celui qu'on désire combattre. Il est sans doute essentiel de rappeler publiquement et à intervalles réguliers que, selon la formule consacrée, *si la façade a changé l'arrière-boutique reste la même* : les déclarations de candidats FN aux départementales sont là pour qu'on ne l'oublie pas. Néanmoins, tout stratège politique doit analyser avec rigueur et précision le changement de paradigme impulsé par Marine Le Pen depuis 2011. La vague bleu marine ne se construit évidemment plus sur la vieille

garde royaliste, nazie, pro-Algérie française ou le discours reaganien de son père. C'est bien la mouvance souverainiste menée par l'ancien chevènementiste Florian Philippot – toujours prompt à faire l'éloge du Parti communiste de Georges Marchais – qui influence le discours de Marine Le Pen.

> ***« La tactique proposée par Jean-Luc Mélenchon lors de la campagne présidentielle fut celle du Front contre Front. »***

Jean-Luc Mélenchon ne s'y trompe pas : « *Elle répète des pans entiers de mes discours* ». Le journal *Fakir*, dans un très bon article intitulé « Quand Marine Le Pen cause comme nous » (n°63), démontre la reprise un à un des thèmes historiques de la gauche par le parti frontiste : la critique de l'Union Européenne, la souveraineté du peuple, les multinationales qui ne payent pas d'impôt, les évadés fiscaux, le système financier prédateur, la pauvreté, le chômage, un État planificateur, la laïcité, etc.



(DR)

Front contre Front : peuple contre peuple

Marine Le Pen ne se contente pas de reprendre à son compte les analyses et les propositions classiquement connotées « à gauche ». Elle n'ignore rien du rôle des identités collectives en politique et s'en sert pour constituer, elle aussi, son peuple comme potentialité contre-hégémonique. En plus de l'opposition verticale entre *le haut* et *le bas* se superpose une opposition horizontale entre *nous* – le peuple français – et *eux* – les immigrés, les étrangers, les assistés. Par conséquent, le Front National embrasse à la fois des problématiques sociales et des problématiques culturelles qui mettent en jeu

le rapport à l'autre et les modes de vie. Loin d'être la bête irréfléchie que d'aucuns croient, le Front National version Philippot est une machine gramscienne à investir le sens commun et les signifiants flottants. La mise en avant de la notion d'*insécurité*, qui va de la précarité de l'emploi jusqu'aux questions identitaires, en passant par les conditions de vie quotidiennes, exprime bien la mue populiste de l'extrême droite traditionnelle. Insécurité sociale, culturelle et physique se combinent dans un même discours unitaire, qui prend appui, ou le prétend, sur les expériences et ressentis individuels et collectifs.

> ***« Au peuple identitaire du Front National, Mélenchon répond par l'inclusion dans son peuple républicain des vagues d'immigration récente. »***

La tactique proposée par Jean-Luc Mélenchon lors de la campagne présidentielle fut celle du Front contre Front. Prenant acte de l'inefficacité des postures morales – danger du fascisme, les heures les plus sombres de notre histoire, valeurs républicaines, etc. –, l'ancien candidat à l'investiture choisit de décortiquer le programme économique du Font National pour mettre en évidence ses incohérences. Après avoir donné la contradiction dans l'émission phare de la campagne « Des paroles et des actes », sur France 2, avec Marine Le Pen, il va l'affronter sur ses terres aux législatives d'Hénin-Beaumont. Front contre Front mais aussi peuple contre peuple. Au peuple identitaire du Front National, Mélenchon répond lors de son discours sur les plages du Prado à Marseille par l'inclusion dans son peuple républicain des vagues d'immigration récente, notamment « *arabes et berbères du Maghreb* », cibles privilégiées de la communauté nationale exclusive de ses rivaux.

Assumer la radicalité populiste

Pour l'instant, le Front National s'avance en tête. Depuis la campagne pour les élections européennes, la stratégie offensive menée par le Front de Gauche contre Marine Le Pen, pour la conquête de cette espace politique vide décrit précédemment, semble se chercher. Jean-Luc Mélenchon présente deux explications majeures : l'une exogène et l'autre endogène à son camp. La première pointe celle des médias dominants qui, selon lui, jouent la carte Marine Le Pen. D'une part, « *le parti médiatique* » multiplie les publi-reportages la mettant en scène et centralise ses thématiques de prédilection. D'autre part, les producteurs principaux de contenus idéologiques structurent un air du temps identitaire par la mise en agenda permanente, et encore plus depuis les attentats de

début janvier, de faits divers où se répètent à l'infini les signifiants *antisémitisme*, *islam*, *islamisme*, *musulmans*, *juifs*, *religions*, *banlieues*, *délinquance*, etc. Ainsi, le discours du Front de Gauche, où prédominent les référents économiques et sociaux, s'ancrerait plus difficilement dans un sens commun bombardé de conflits culturels (là où celui de Marine Le Pen s'y calque idéalement).

> ***« Une partie du Front de Gauche se voit encore comme force d'appoint du Parti Socialiste aux élections (ce qui ne fait que redorer le blason supposément anti-système du Front National). »***

La seconde endosse une responsabilité certaine qu'il renvoie à ses camarades communistes. « *Le Front de Gauche s'est rendu illisible* » par des accords aux municipales avec le Parti Socialiste. Sans nier la puissance d'injonction du message médiatique, intéressons-nous à ce domaine maîtrisable par Jean-Luc Mélenchon et ses alliés : la stratégie politique. Dans la configuration actuelle, assumer la radicalité populiste parait être la seule voie de crête empruntable. Assumer la radicalité populiste signifie construire un « autre populisme ». Cela implique de s'emparer et d'arroser les racines contemporaines de l'opposition peuple-oligarchie pour que fleurisse une nouvelle hégémonie sur la représentation du peuple. Pour le dire sans ambages : il n'est plus possible de délaisser au Front National le monopole du discours radical – même s'il n'est que d'apparence – d'un point de vue socialiste, ou pour le dire autrement, d'un point de vue anticapitaliste.



(DR)

Assumer la radicalité populiste suppose de comprendre les conditions d'émergence d'une situation populiste qui donnent sa matérialité à ce discours. Comme l'estime Mélenchon, elle se définit par l'ère de la souveraineté limitée, de l'illégitimité du grand nombre au profit de règles automatiques de bonne gouvernance, de la démocratie

conditionnée aux arrangements d'experts. Ainsi, des revendications et thématiques longtemps éteintes redeviennent clivantes si et seulement si elles se présentent sous l'angle de la souveraineté. Dans cette configuration, refuser certains sujets car faisant écho à des marqueurs historiques du Front National – pour ne pas *faire son jeu* – revient à oublier qu'ils renvoient, avant toute chose, à la situation populiste dont les données se définissent de plus en plus par en haut. Quelle expression a, par exemple, marqué le sens commun pour décrire ce que Jean-Claude Michéa nomme l'*alternance unique* du PS et de l'UMP ? *L'UMPS*. Pablo Iglesias de Podemos – qu'on peut difficilement taxer de fasciste – ne louvoie pas lorsqu'il est question de qualifier les politiques menées par les deux partis de gouvernements espagnols en alternance depuis 1982 : « *La différence je ne la vois pas, c'est pepsi cola et coca cola* ». Encore une fois, la question à se poser porte sur la radicalité de l'analyse dans la situation populiste et sa traduction dans les actes. Jean-Luc Mélenchon en est bien conscient – il n'hésite pas à dire qu'« *Hollande, à maints égards, c'est pire que Sarkozy* » –, mais une partie du Front de Gauche se voit encore comme force d'appoint du Parti Socialiste aux élections (ce qui ne fait que redorer le blason supposément *anti-système* du Front National).

De même, tout ce qui apparaît comme ayant été exclu de la délibération publique par ceux d'en haut, donc en dehors du champ de la souveraineté populaire – de la monnaie unique au protectionnisme en passant par les politiques migratoires –, détient une forte potentialité de clivage en situation populiste. Toute ambition hégémonique du sens commun qui n'assume pas la conflictualité sur des sujets déjà investis par le concurrent lui laisse le champ libre. Il s'agit à chaque fois de les réarticuler d'un point de vue social et économique, là où le Front National leur donne une signification identitaire et nationaliste. Ne pas laisser le champ libre *sans rien céder* sur le fond. Telle est la singularité de la ligne de crête populiste par rapport aux lacets de la gauche : plus sinueuse car débarrassée de la volonté d'incarner le Vrai et le Bien dans l'Histoire, plus dangereuse puisqu'à vocation majoritaire, mais menant aussi de façon plus directe jusqu'aux sommets car elle s'adresse et construit le sujet politique de notre ère : le peuple.

NOTES

1. Cette position de Karl Marx entre protectionnisme et libre-échange résume assez correctement ce qu'est faire la politique du pire : « *Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme*

entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange. »